

Date du document : 25/04/2024

DÉCISION

CD-24d25-CWaPE-0919

SOLDES REGULATOIRES GAZ ADAPTES DU GESTIONNAIRE DE RESEAU ORES ASSETS CONCERNANT L'EXERCICE D'EXPLOITATION 2017

Rendue en application de l'article 16 du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité ainsi que des articles 16 et 31 de la méthodologie tarifaire transitoire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz actifs en Wallonie pour la période 2017

Table des matières

1.	CADRE LEGAL	3
2.	HISTORIQUE DE LA PROCEDURE.....	5
3.	SOLDES REGULATOIRES RAPPORTES	8
3.1.	<i>Rapport ex-post du 29 juin 2018</i>	8
3.2.	<i>Rapport ex-post du 29 mars 2024</i>	9
4.	CONTROLES EFFECTUES	10
5.	SOLDE REGULATOIRE ISSU DE LA REVISION DU SOLDE REGULATOIRE 2017	11
6.	DECISION	11
6.1.	<i>Approbation des soldes régulatoires 2017 adaptés</i>	12
6.2.	<i>Approbation du solde régulatoire à comptabiliser</i>	12
6.3.	<i>Affectation du solde régulatoire</i>	12
7.	VOIE DE RECOURS	13

1. CADRE LEGAL

Dispositions législatives applicables pour la détermination des soldes réglementaires relatifs à l'année 2017

En vertu de l'article 36, § 2, alinéa 2, 12°, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, la CWaPE est chargée de l'approbation des tarifs des gestionnaires des réseaux de distribution.

Les articles 16 et 17 du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité précisent, quant à eux, les dispositions applicables en matière de calendrier de détermination des soldes réglementaires et de publicité des décisions de la CWaPE y relatives.

Méthodologie tarifaire applicable pour la détermination des soldes réglementaires relatifs à l'année 2017

En date du 11 février 2016, le Comité de direction de la CWaPE a adopté la décision CD-16b11-CWaPE-0003 relative à la méthodologie tarifaire transitoire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel actifs en Wallonie pour la période 2017 (ci-après, la méthodologie tarifaire 2017 « gaz »).

Cette méthodologie tarifaire transitoire 2017 « gaz » habilite la CWaPE à contrôler annuellement les soldes entre les coûts et les recettes qui sont rapportés par le gestionnaire du réseau concernant l'exercice d'exploitation écoulé. Ce contrôle est réalisé selon la procédure prévue aux articles 26 et suivants de la méthodologie tarifaire.

Le gestionnaire du réseau est ainsi tenu de transmettre un rapport annuel à la CWaPE concernant le résultat d'exploitation du réseau de distribution relatif à l'année d'exploitation écoulée.

Celui-ci doit comporter :

- 1° Le projet de comptes annuels et, le cas échéant, le projet de comptes annuels consolidés de l'exercice écoulé et, pour autant que les comptes annuels consolidés aient été établis sur la base des normes IFRS, également un bilan et un compte de résultats consolidés sur la base des normes comptables nationales ;
- 2° Les rapports du conseil d'administration et des commissaires-réviseurs à toutes les assemblées générales de la période concernée ;
- 3° Les données requises par le modèle de rapport établi par la CWaPE après concertation avec les gestionnaires de réseau ;

- 4° Le rapport spécifique des commissaires relatif aux mises hors service, conforme aux lignes directrices ;
- 5° Le rapport spécifique des commissaires relatif aux investissements, conforme aux lignes directrices ;
- 6° Les différences fixées par le gestionnaire du réseau pour toutes les activités régulées, et ce tant en ce qui concerne le résultat de l'exercice précédent qu'en ce qui concerne les soldes cumulés du passé n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision d'approbation ou d'affectation, y compris tous les éléments venant étayer ceux-ci ;
- 7° Les calculs a posteriori de tous les éléments du revenu total budgété et approuvé pour l'exercice d'exploitation concerné ainsi que de l'évolution réelle de celui-ci ;
- 8° Le rapport relatif à l'effet des efforts de maîtrise des coûts pour tous les éléments constitutifs de son revenu total ;
- 9° Le rapport spécifique des Commissaires relatif au bilan et au compte de résultats de l'activité régulée du gestionnaire de réseau, tel que visé à l'article 36 de la méthodologie tarifaire ;
- 10° Le rapport périodique spécifique des Commissaires concernant les règles de répartition et de ventilation entre activités ;
- 11° Le rapport périodique spécifique des Commissaires concernant les règles d'activation des frais indirects.

L'article 15 définit le calcul et les différents types de soldes portant sur les coûts non gérables dans son paragraphe 1^{er} et sur les coûts gérables dans son second paragraphe.

2. HISTORIQUE DE LA PROCEDURE

1. En date du **21 juin 2018**, conformément à l'article 16, § 7 du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité, la CWaPE et ORES Assets ont convenu, d'un commun accord, de déroger au calendrier prévu par le décret susmentionné et ont fixé un calendrier alternatif de contrôle des rapports ex-post 2017 et 2018.
2. En date du **29 juin 2018**, la CWaPE a réceptionné les dossiers papier et la version électronique des rapports annuels *ex-post* gaz d'ORES Assets concernant l'exercice d'exploitation 2017.
3. En date du **5 septembre 2018**, la CWaPE a adressé un accusé de réception des rapports annuels ex-post gaz 2017 d'ORES Assets.
4. En date du **27 juin 2019**, à la demande de la CWaPE, ORES Assets a présenté, lors d'une réunion dans les locaux de la CWaPE, les événements/faits marquants des années 2017 et 2018 ainsi que les soldes régulatoires et bonus/malus des années 2017 et 2018.
5. En date du **26 août 2019**, à la demande de la CWaPE, ORES Assets a présenté, lors d'une réunion dans les locaux de la CWaPE, la politique de financement d'ORES et les opérations financières réalisées au cours des années 2016 à 2018.
6. En date du **6 septembre 2019**, la CWaPE a adressé, par courrier et par courriel, à ORES Assets une demande d'informations complémentaires relatives aux rapports annuels *ex-post* 2017 et 2018.
7. En date du **24 septembre 2019**, à la demande de la CWaPE, ORES Assets a présenté, lors d'une réunion dans les locaux de la CWaPE, les différents systèmes de pension en vigueur au sein d'ORES.
8. Le **26 septembre 2019 et le 2 octobre 2019**, la CWaPE a adressé, par courriel, à ORES Assets des demandes d'informations complémentaires concernant les systèmes de pension.
9. En date du **4 octobre 2019**, le gestionnaire de réseau a transmis les réponses et informations complémentaires requises le 6 septembre 2019.
10. Le **11 octobre 2019**, ORES a transmis les informations demandées le 26 septembre et le 2 octobre 2019.
11. Le **25 octobre 2019**, la CWaPE a adressé, par courriel, à ORES Assets des demandes d'informations complémentaires concernant les rapports ex-post 2017 et 2018.
12. Le **4 novembre 2019**, une réunion s'est tenue dans les locaux de la CWaPE concernant les écritures comptables de Redevance de Transit Non Relevée (RTNR).
13. Le **4 novembre 2019**, ORES Assets a transmis les informations demandées le 25 octobre 2019.

14. Entre le **4 et le 8 novembre 2019**, la CWaPE et ORES Assets ont échangé des informations concernant les charges financières et les moins-values sur créances OSP.
15. En date du **14 novembre 2019**, la CWaPE a pris une décision de refus des soldes réglementaires gaz 2017 d'ORES Assets tels que rapportés en date du 28 juin 2019. Cette décision est référencée CD-19k14-CWaPE-0365.
16. En date du **16 décembre 2019**, ORES a introduit un recours en annulation contre la décision de la CWaPE référencée CD-19k14-CWaPE-0365.
17. En date du **7 octobre 2020**, la Cour des marchés a annulé la décision de la CWaPE référencée CD-19k14-CWaPE-0365 et dit pour droit qu'ORES Assets devait soumettre des rapports annuels adaptés dans les deux mois du prononcé de l'arrêt d'annulation, conformément à l'article 20, § 1^{er}, des Méthodologies Tarifaires Transitoires 2017 et 2018.
18. En date du **15 octobre 2020**, la CWaPE a réceptionné les dossiers papier et la version électronique du rapport annuel *ex-post* gaz d'ORES Assets concernant l'exercice d'exploitation 2017.
19. En date du **13 janvier 2021**, la CWaPE a adopté une décision d'approbation des soldes réglementaires gaz 2017 d'ORES Assets tels que rapportés en date du 15 octobre 2020 sous condition résolutoire de la cassation de l'arrêt de la Cour des marchés du 7 octobre 2020. Cette décision est référencée CD-21a13-CWaPE-0475.
20. Le **12 mars 2021**, à travers le dépôt du rapport *ex-post* 2019 gaz adapté, ORES Assets a introduit une demande d'affectation des soldes réglementaires gaz des années 2017 auprès de la CWaPE ;
21. Le **29 avril 2021**, la CWaPE a adopté la décision référencée CD-21d29-CWaPE-0501 à travers laquelle la CWaPE a adopté une décision d'affectation du solde réglementaire gaz 2017 d'ORES Assets sous la condition résolutoire de la cassation de l'arrêt de la Cour des marchés du 7 octobre 2020.
22. En date du **11 mai 2021**, la CWaPE a introduit un pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrêt de la Cour des marchés du 7 octobre 2020.
23. En date du **22 décembre 2022**, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour des marchés du 7 octobre 2020.
24. Le **21 août 2023**, ORES a envoyé un courrier à la CWaPE indiquant que le GRD abandonnait la procédure devant la Cour des marchés.
25. Le **19 septembre 2023**, la CWaPE a envoyé un courriel à ORES Assets l'invitant à lui communiquer, pour le 1^{er} avril 2024, le rapport *ex-post* gaz 2017 adapté conformément à la décision du 14 novembre 2019.

26. Le 29 mars 2024, ORES Assets a transmis à la CWaPE le rapport *ex-post* gaz 2017 adapté.

27. Par la présente décision, la CWaPE se prononce sur le calcul des soldes régulatoires gaz de l'année 2017, rapportés par ORES Assets à travers le rapport annuel *ex-post* déposé **le 29 mars 2024**.

3. SOLDES REGULATOIRES RAPPORTES

3.1. Rapport *ex-post* du 29 juin 2018

Les montants des soldes régulatoires gaz de l'année 2017 rapportés par ORES Assets à travers les rapports annuels *ex-post* du 29 juin 2018 sont les suivants :

RESUME DES SOLDES REGULATOIRES 2017	
<i>exprimés en euros</i>	ORES GAZ
Solde indexation coûts gérables	-1.777.183
Solde recalcul plafond Atrias	67.154
Solde recalcul plafond Promogaz - coûts variables	2.329.000
Solde Résultat financier	1.352.254
Solde Autres coûts non-gérables	8.778.184
Solde Amortissements	1.102.320
Solde Obligations de service Public	2.756.033
Solde Redevance d'occupation du domaine public	794.798
Solde Impôts des sociétés	-791.661
Solde Suppléments et prélèvements	1.011.097
Solde Marge bénéficiaire équitale	222.116
Solde Chiffres d'affaires	-12.114.312
SOLDE TOTAL	3.729.800

Légende :

- Solde négatif = actif régulateur/créance tarifaire
- Solde positif = passif régulateur/dette tarifaire

3.2. Rapport ex-post du 29 mars 2024

Les montants des soldes régulatoires gaz de l'année 2017 rapportés par ORES Assets à travers le rapport annuel ex-post du 29 mars 2024 sont les suivants :

RESUME DES SOLDES REGULATOIRES 2017	
<i>exprimés en euros</i>	ORES GAZ
Solde indexation coûts gérables	-1.777.183
Solde recalcul plafond Atrias	67.154
Solde recalcul plafond Promogaz	2.329.000
Solde Résultat financier	4.794.293
Solde Autres coûts non-gérables	8.778.184
Solde Amortissements	1.102.320
Solde Obligations de service Public	2.756.033
Solde Redevance d'occupation du domaine public	794.798
Solde Impôts des sociétés	-791.661
Solde Suppléments et prélèvements	1.011.097
Solde Marge bénéficiaire équitable	222.116
Solde Chiffres d'affaires	-12.114.312
SOLDE TOTAL	7.171.838

Légende :

- Solde négatif = actif régulateur/créance tarifaire
- Solde positif = passif régulateur/dette tarifaire

4. CONTROLES EFFECTUES

La CWaPE a vérifié que les soldes réglementaires 2017 repris dans le rapport *ex-post* 2017 ont été adaptés conformément à la décision de refus datée du 14 novembre 2019.

Les coûts rejetés à travers la décision du 14 novembre 2019 sont repris dans le tableau ci-dessous.

Eléments de refus	
Charges et produits financiers	
<i>Opérations de sortie de produits structurés</i>	1.345.178,00
<i>Révision des emprunts à taux fixes</i>	0,00
<i>Révision des SWAP à taux fixes</i>	1.575.688,00
<i>Opération rachat Obligations 2012</i>	0,00
<i>Modification des règles d'amortissements des frais d'émission</i>	521.172,86
<i>Achat de produits de couverture contre l'inflation</i>	0,00
<i>Indemnité versée à PBE</i>	0,00
TOTAL	3.442.038,86

L'écart entre le solde réglementaire « résultat financier » 2017 du rapport *ex-post* daté du 29 juin 2018 et le solde réglementaire « résultat financier » 2017 du rapport *ex-post* adapté daté du 29 mars 2024 correspond aux montants des charges financières rejetées reprises dans le tableau ci-dessus.

Le passif réglementaire 2017 qui s'élevait à 3.729.800€ selon le rapport transmis le 29 juin 2018 est augmenté à un passif réglementaire qui s'élève à 7.171.838€ selon le rapport transmis le 29 mars 2024.

5. SOLDE REGULATOIRE ISSU DE LA REVISION DU SOLDE REGULATOIRE 2017

La différence entre le solde régulateur 2017 du 29 mars 2024 (7.171.838€) et le montant du solde régulateur 2017 initialement approuvé (3.729.800€) constitue un solde régulateur (dette tarifaire) envers les utilisateurs du réseau qui s'élève à **3.442.039€**.

6. DECISION

Vu l'article 36, § 2, alinéa 2, 12°, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz ;

Vu la méthodologie tarifaire transitoire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz actifs en Wallonie pour l'année 2017 (décision CD-16b11-CWaPE-0003) ;

Vu le rapport annuel *ex-post* gaz d'ORES Assets concernant l'exercice d'exploitation 2017 daté du 29 juin 2018 ;

Vu les informations complémentaires transmises par ORES par courrier, courriel ou lors des réunions entre le 27 juin 2019 et le 8 novembre 2019 ;

Vu la décision CD-19k14-CWaPE-0363 par laquelle la CWaPE refuse les soldes régulatoires gaz 2017 d'ORES Assets en date du 14 novembre 2019 ;

Vu le rapport annuel *ex-post* gaz adapté d'ORES Assets concernant l'exercice d'exploitation 2017 daté du 29 mars 2024 ;

Considérant que les soldes régulatoires issus du rapport annuel *ex-post* 2017 du 29 mars 2024 ont été corrigés conformément à la décision CD-19k14-CWaPE-0363 du 14 novembre 2019 ;

6.1. Approbation des soldes réglementaires 2017 adaptés

La CWaPE approuve le montant des soldes réglementaires gaz 2017 d'ORES Assets tels que rapportés au point 3.2 de la présente décision dont le total est un passif réglementaire qui s'élève à 7.171.838€.

6.2. Approbation du solde réglementaire à comptabiliser

La CWaPE approuve le solde réglementaire (dette tarifaire) de 3.442.039€, calculé au point 5 de la présente décision, qui résulte de la révision du solde réglementaire 2017 d'ORES Assets.

6.3. Affectation du solde réglementaire

La CWaPE décide que l'affectation du solde réglementaire issu de la révision du solde réglementaire 2017, qui s'élève à 3.442.039€, sera déterminée lors de l'approbation des tarifs de distribution 2025-2029 après concertation avec ORES Assets.

7. VOIE DE RECOURS

La présente décision peut, en vertu de l'article 50ter du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, dans les trente jours qui suivent la date de sa notification ou à défaut de notification, à partir de sa publication ou, à défaut de publication, à partir de la prise de connaissance, faire l'objet d'un recours en annulation devant la Cour des marchés visée à l'article 101, § 1^{er}, alinéa 4, du Code judiciaire, statuant comme en référé.

En vertu de l'article 50bis du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (et de l'article 41.12 de la directive 2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel), la présente décision peut également faire l'objet d'une plainte en réexamen devant la CWaPE, dans les deux mois suivant la publication de la décision. Cette plainte n'a pas d'effet suspensif. *« La CWaPE statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités. La CWaPE motive sa décision. À défaut, la décision initiale est confirmée ».*

En cas de plainte en réexamen, le délai de trente jours mentionné ci-dessus pour l'exercice d'un recours en annulation devant la Cour des marchés *« est suspendu à la décision de la CWaPE, ou, en l'absence de décision, pendant deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'information sollicités par la CWaPE »* (article 50ter, § 4, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité).

* *
*